

## Une collecte passionnée : les archives de militants du Centre d'Histoire sociale du XXe siècle

*Rossana Vaccaro*

*Bibliothèque et Archives du Centre d'histoire sociale du XXe siècle  
(ParisI/CNRS)*

Le Centre d'histoire sociale du XXe siècle qui s'appelait à ses débuts Centre d'histoire du syndicalisme a été fondé par l'historien Jean Maitron, au sein de la Sorbonne, en 1966. Partie intégrante du projet de son fondateur, la bibliothèque ouvrait ses portes en même temps, déjà riche d'importantes collections.

Jean Maitron (1910-1987), instituteur puis enseignant du secondaire, militant, historien, avait soutenu en 1950 une thèse sur l'anarchisme français d'avant 1914. Après un passage à l'Institut français d'histoire sociale qu'il avait contribué à fonder en 1949, il était entré en Sorbonne, en 1963, comme maître assistant.

A cette époque, l'histoire ouvrière n'avait pas encore été admise dans les institutions académiques. Sans le patronage d'Ernest Labrousse qui assumait officiellement la fonction de directeur du CHS, Maitron aurait rencontré bien des difficultés pour mener à bien son projet. Celui-ci liait d'emblée de façon étroite le développement de la recherche et la préoccupation documentaire. Il était né tout autant de la volonté de faire avancer la recherche historique, de restituer la mémoire des hommes, des organisations et des luttes du mouvement ouvrier que d'œuvrer à « la recherche, à la conservation et à l'exploitation des archives »<sup>1</sup>. Une démarche atypique car la pratique historique, si elle est basée sur la consultation de sources, n'implique pas une intervention directe des historiens dans la collecte et la conservation de celles-ci, cette charge étant dévolue normalement à d'autres institutions.

Mais la situation de ces sources était bien particulière. Dès l'époque de son travail de thèse, Maitron s'était rendu compte de la difficulté de les repérer. Elles avaient subi les vicissitudes de la guerre, certaines détruites, d'autres dispersées et elles risquaient, à défaut d'interventions volontaristes, d'être perdues à terme pour les historiens et pour les militants eux-mêmes. Tout cela dans l'indifférence générale, celle d'une majorité d'historiens qui ne considéraient pas encore cette histoire suffisamment digne d'intérêt, mais aussi celles des partis, des mouvements politiques, des syndicats et des simples militants qui tardaient à prendre conscience de l'importance de la conservation de leurs documents ; l'indifférence enfin des Archives nationales qui, certes, avaient ouvert une section « archives privées » en 1949, mais dont l'intérêt pour ce type de sources sera bien plus tardif. Inversement, les quelques militants de base ou responsables politiques et syndicaux plus sensibles à la postérité de leur propre histoire n'accordait pas leur confiance aux institutions officielles et académiques. Méfiances et réticences bien compréhensibles à une époque où les organisations militantes voyaient encore dans l'État et ses représentants des ennemis potentiels.

Animé d'une double passion historique et militante, Jean Maitron avait pris ses distances du « socialisme réel » en 1939, en quittant le Parti communiste, mais il n'en était pas moins resté fidèle au mouvement ouvrier. Un « compagnon de route » des militants qui possédait l'ouverture d'esprit, l'indépendance et la distance académique nécessaires pour gagner leur

---

<sup>1</sup> Statuts du CHS, parus in *Bulletin du Centre d'histoire du syndicalisme*, n°1, 1976, p. 4-7.

confiance. De ces mêmes militants dont il avait entrepris au début des années 1950 d'écrire les biographies. Son *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*<sup>2</sup> se proposait de faire toute la place à « ses hommes, ses militants qui ont voulu changer le monde, [et qui] n'avaient pas jusqu'alors fait l'objet d'études destinées à les saisir dans leur ensemble et dans leur complexité », un souci constant de faire la lumière sur « ce qui est passé sous silence ou minimisé [...] le rôle des humbles, de ceux qui furent pourtant le levain de l'histoire »<sup>3</sup>. Afin de mener à bien cette œuvre monumentale, Maitron avait tissé des liens partout en France avec des instituteurs, des professeurs, des historiens, des militants locaux et, bien avant l'ère d'internet, il se trouvait à la tête d'un vaste réseau, réseau d'amitiés comme il aimait à le définir. Rien d'étonnant à ce qu'il arrive à sensibiliser ces correspondants à l'importance de la sauvegarde des sources de l'histoire ouvrière.

Cette relation forte avec les acteurs du mouvement social ne concernaient pas que le souci documentaire. Maitron souhaitait également pratiquer la recherche historique en partenariat avec les militants dans le but, comme cela a été écrit par la suite, non pas de faire une histoire militante, mais une histoire irriguée et enrichie par le militantisme. Ainsi, le Centre se dote d'un Conseil d'administration où siègent des représentants des centrales syndicales et des organisations coopératives.

Au moment de la fondation du Centre, la bibliothèque peut déjà compter sur de nombreux fonds d'ouvrages, de périodiques et d'archives pour la plupart dons de militants et d'organisations. Et depuis, le fonds de la bibliothèque a toujours été davantage alimenté par ces dons que par ses propres acquisitions.

Parmi les fonds d'archives qui avaient été confiés à Maitron et à ses collaborateurs, nous pouvons citer ceux de militants connus ou moins connus comme le député Compère-Morel (1872-1941), auteur de *l'Encyclopédie socialiste*, le syndicaliste Paul Quilici, qui participa à la grève des postiers de 1909, Alfred Picard secrétaire de la Fédération nationale des travailleurs du bâtiment dans les années 1913-1919, Charles Salembier, militant CGT des ouvriers sur métaux de la Seine des années 1920 aux années 1950, Gaston Clémendot, socialiste SFIO, pacifiste, animateur de la Fédération des travailleurs socialistes de l'Yonne de 1897 à 1910 et bien d'autres.<sup>4</sup>

Nous trouvons également dans le fonds initial de la bibliothèque des archives de syndicats d'entreprises comme la Fédération CGT des métaux pour la période 1914-1919, le syndicat FO des taxis de 1924 à 1963, la CFDT à Thomson dans les années 1954-1967, les Comités d'entreprise de la RATP de 1952 à 1959, et les Compteurs de Montrouge, une entreprise métallurgique de la région parisienne dans les années 1970.

Comme on peut le constater, la collecte était loin d'être systématique, elle embrassait des fonds divers d'un point de vue chronologique, produits par un large spectre d'organisations militantes et par des militants de toute appartenance. Ces dons ou dépôts se faisaient au fil des

---

<sup>2</sup> *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, appelé par les initiés *Le Maitron*, qui, pour la série de 1789 à 1940, se compose de 44 volumes, plus de 100 000 notices, sans compter ceux consacrés aux mouvements ouvriers de certains pays étrangers. Pour la nouvelle série qui couvre la période de 1940 à 1968, 5 volumes ont déjà été publiés.

<sup>3</sup> Jean Maitron « Le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier » in *Le Mouvement social* n°spécial « Avec Jean Maitron », supplément au n°144, octobre-novembre 1988, p. 84-85. *Le Mouvement social* publie ici une intervention de J. Maitron à un colloque de 1984, à Milan, dont les actes ont paru en Italie sous le titre de *Storie individuali e movimenti collettivi*, Milano, Angeli, 1988.

<sup>4</sup> La liste complète des fonds d'archives de la bibliothèque du CHS avec leurs inventaires, est accessible sur le site du CHS : <http://histoire-sociale.univ-paris1.fr/>

contacts pris par les membres du CHS lors de recherches en cours, souvent par le biais du réseau en place et toujours grâce à la notoriété que le travail de Maitron avait acquise.

Pour preuve, un témoignage de l'historien Jacques Girault, l'un des collaborateurs de Maitron le plus engagé dans le travail documentaire. Son propos concerne le dépôt au Centre, dans les années 1970, du fonds Jean Charlot qui avait été député socialiste de 1948 à 1958 : « Je fis la connaissance de Jean Charlot en 1967. Il m'a aidé à mieux expliquer certains aspects de cette montée vers le Front populaire. Mais, déformation professionnelle, quand je rencontre un militant, je pense immédiatement à ses archives. Et Jean Charlot en possédait une pleine armoire... hélas, pour la période de l'après-guerre exclusivement ! Désirant qu'elles servent aux chercheurs, ne désirant pas pour des raisons qui lui étaient propres les déposer en un lieu public ou dans le dépôt d'un parti politique, il ne savait ce qu'elles allaient devenir. Le Centre d'histoire du syndicalisme - c'était alors son nom - lui parut un bon endroit »<sup>5</sup>.

En Mai 68, les membres du CHS, toujours soucieux de ne pas laisser disparaître les sources du mouvement social, s'investissent directement dans la collecte à chaud de matériaux éphémères par définition tels que tracts, compte rendus de réunions, documents concernant l'occupation de la Sorbonne, etc. Cela va constituer le premier apport du fonds Mai 68 du CHS qui s'enrichira par la suite et qui représente aujourd'hui 90 cartons d'archives. Ces documents furent immédiatement publiés dans un numéro spécial du *Mouvement social, La Sorbonne par elle-même*, réalisé en juillet 1968 par Michelle Perrot, Madeleine Reberieux et Jean Maitron<sup>6</sup>.

Au milieu des années 70, le Centre quitte la Sorbonne et vient s'installer au 9 de la rue Malher où il se trouve actuellement. Son nouvel intitulé, Centre de recherches d'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme, tenait compte à la fois de l'évolution des recherches et de la nature des fonds conservés qui débordaient largement le seul syndicalisme. Cependant, ces changements ne remettent pas en question les orientations fixées par son fondateur. L'engagement de Maitron et de ses collaborateurs dans la collecte et la valorisation des sources est systématiquement mis en avant et réaffirmé dans tous les Conseils d'administration dont nous pouvons lire les comptes rendus dans *Le Bulletin du CHS* qui devient *Le Bulletin du CRHMSS*. Cette publication annuelle dont le premier numéro date de 1976<sup>7</sup> présente de façon détaillée l'activité du Centre et les multiples initiatives prises en faveur des archives militantes, toujours en collaboration avec les producteurs de ces archives. En relisant ces compte rendus du CA où siégeaient entre autres des historiens tels que Ernest Labrousse, Jacques Droz, Madeleine Reberieux, Maurice Agulhon, Marcel David, Jacques Julliard, Jacques Girault, Jean-Louis Robert, Antoine Prost, on s'aperçoit que, tout le long des années 1970, la documentation prend une part considérable dans les discussions, qu'il s'agisse des collections de la bibliothèque et de leur enrichissement ou de la volonté du Centre de s'engager dans le recensement et la sauvegarde des archives à côté des organisations syndicales. Cette volonté est systématiquement réaffirmée : « l'histoire du mouvement ouvrier souffre du manque d'archives. Celles-ci ont été souvent détruites pour des raisons diverses. Il nous faut à tout prix les sauver, les reconstituer [...]. Notre centre est prêt à jouer dans cette reconstitution des archives du mouvement français un rôle important »<sup>8</sup>. A cette époque, ces historiens sont toujours très soucieux de leur proximité à l'égard du mouvement ouvrier, mais

---

<sup>5</sup> Jacques Girault, *Bulletin du Centre de recherche d'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme*, n°5, 1980-1981, p. 95.

<sup>6</sup> *Le Mouvement social*, n°64.

<sup>7</sup> Ce Bulletin s'appelle aujourd'hui *Bulletin du Centre d'histoire sociale du XXe siècle* et il continue de paraître chaque année.

<sup>8</sup> *Bulletin du CRHMSS*, n° 2, 1977-1978, p. 25.

ils sont également désireux de pratiquer une histoire savante qui s'appuie sur des sources solides et accessibles à tous et consolide l'ancrage institutionnel, toujours fragile, de l'histoire ouvrière.

Pendant les années 1970 et 1980, des archives d'entreprises et de militants continuent d'arriver au Centre : un fonds de La Précision moderne, entreprise métallurgique de l'entre-deux-guerres, un fonds du Comité d'entreprise de l'Imprimerie Néogravure, le fonds Jean Zyromski, dirigeant de *la Bataille socialiste*, secrétaire de la Fédération socialiste de la Seine, le fonds Paul Délanoue ancien secrétaire général de la Fédération internationale des syndicats de l'enseignement, etc. A partir des années 1980, Jean Maitron commence à déposer à la bibliothèque de façon officielle ses propres archives ainsi que plusieurs fonds qui lui avaient été confiés personnellement comme celui d'André Marty le dirigeant communiste, connu comme le Mutin de la Mer noire.

Les militants qui confient leurs archives au Centre concevaient souvent leur geste comme une action militante, persuadés qu'il s'agissait là encore d'un moyen de lutte essentiel au mouvement social. Voici un témoignage d'un secrétaire d'une Union départementale CGT recueilli par J.-L. Robert, historien membre du CHS, « Je suis un des rares survivants d'une période où au sortir de sacrifices de tous genres de la guerre 39-45, les ouvriers ont dû répondre à l'appel de la CGT pour relever notre pays des ruines...tu ne peux savoir combien je suis heureux qu'à 77 ans, par le biais de cette contribution, j'apporterai encore ma pierre à la construction continue de cette société à laquelle nous tous dans toute la mesure de nos forces nous travaillerons jusqu'au dernier moment de notre vie »<sup>9</sup>. Quelques années plus tard, Jean Maitron ne dira pas autre chose en saluant le don au Centre de Nicolas Faucier, militant anarchiste, membre de la GCT du livre dans les années 1930 : « Ce fut pour moi une joie d'apprendre que la bibliothèque et les archives de Nicolas Faucier allaient cohabiter avec les miennes au CRHMSS. On trouvera ci-dessous la biographie de Nicolas Faucier destinée au *Dictionnaire* mais je tiens à dire ici, plus librement, combien j'apprécie, depuis longtemps, en dépit de nos divergences idéologiques, les qualités militantes et humaines de mon ami. Bienvenue donc aux collections déposées au Centre par Nicolas, collections qui inspireront certainement ceux qui les consulteront. Notre don, à Nicolas et à moi-même, aura été, de notre part, un dernier acte militant, conforme à notre vie. C'est bien dans cet esprit que nous l'avons fait».<sup>10</sup>

Ainsi, pendant ces années, le rayonnement du Centre dépend tout autant de la recherche qui s'y effectue que de son activité en faveur des archives. Cependant, il ne saurait être question de centraliser la documentation ou de confisquer la mémoire des organisations. Bien au contraire, le Centre souhaite contribuer à la réflexion des centrales syndicales sur la question de la conservation de leurs sources dans le plus grand respect de leur indépendance. D'ailleurs, les organisations du mouvement ouvrier se sentent de plus en plus concernées par leur propre histoire et elles commencent à se doter de centres de documentation et d'archives propres<sup>11</sup>. Le Centre joue un rôle d'aiguillon, de conseil et souvent de coordinateur d'initiatives et le principe de sa participation aux initiatives de recherche historiques prises par les organisations syndicales est approuvé officiellement par le CA en 1979 : « Le CRHMSS participe ainsi, chaque fois que les garanties de respect de la pluralité du

---

<sup>9</sup> *Bulletin du CRHMSS*, n° 2, 1977-1978, p. 153-154.

<sup>10</sup> *Ibidem*, n°8, 1983-1984, p. 93.

<sup>11</sup> La FEN crée un centre de documentation en 1978, l'Institut CGT d'histoire sociale naît en 1982, la CFDT ouvre un véritable centre d'archives en 1985.

mouvement syndical et de l'indépendance de la recherche sont acquise, avec les organisations syndicales, à la réalisation de leur histoire »<sup>12</sup>.

Les exemples ne manquent pas de cette implication du Centre dans la mise en place de structures d'archives et de documentations des organisations militantes et dans la promotion de la recherche. En 1978, la toute nouvelle « section archives » de la CFDT diffuse un questionnaire, rédigé par les historiens du CRHMSS, auprès du Secrétariat confédéral, des fédérations et des unions régionales et départementales en vue de recenser leurs archives. Le dépouillement de ces questionnaires se fera en collaboration avec le CRHMSS et ce sera le point de départ d'une démarche qui conduira à la création, en 1985, d'un véritable service d'archives à la CFDT.

Ce questionnaire faisait partie d'une vaste enquête documentaire lancée par des historiens du CRHMSS<sup>13</sup> en collaboration avec les syndicalistes. Elle devait servir de base à une « recherche coopérative sur programme » financée par le CNRS et ayant pour thème « Le caractère nouveau du syndicalisme français après 1945 ». La situation syndicale au lendemain de la guerre était fort mal connue et le recensement des archives ainsi que les témoignages de militants était une priorité visant également à empêcher toute nouvelle destruction d'archives. L'enquête s'adressait à toutes les centrales syndicales, les fédérations nationales, les unions départementales et les bourses du travail et concernait les fonds d'archives relatifs aux années 1944-1948. Ce programme ambitieux était assorti d'un projet de microfilmage des archives recensées qui aurait dû être assuré par la Direction des Archives de France. Malheureusement, le programme avec le CNRS n'aboutira pas, l'enquête dont les premiers résultats seront publiés dans le Bulletin du Centre<sup>14</sup> sera interrompue. Mais les efforts du Centre visant à articuler le recensement de sources à une recherche en collaboration avec les acteurs sociaux continuent.

A partir de 1979, le CRHMSS apporte sa contribution et s'associe à la création du Centre de recherche sur le syndicalisme cadre créé à l'initiative de l'UGICT-CGT. L'historien Jean-Louis Robert, qui siège au conseil d'administration de cette nouvelle structure publie en 1984 un ouvrage sur le syndicalisme cadre.<sup>15</sup> Attaché à l'étude de la civilisation industrielle, le CRHMSS est représenté également au Conseil scientifique de l'Ecomusée de la Communauté urbaine du Creusot, créé en 1974. En 1980, un programme de recherche sur l'histoire du syndicalisme enseignant en collaboration avec la Fédération de l'Éducation Nationale est mis en place et, pendant vingt ans, des séminaires annuels réuniront chercheurs, étudiants et syndicalistes. Nombreuses publications, thèses et mémoires de maîtrises sur cette thématique verront le jour et, toujours en collaboration avec la FEN (aujourd'hui avec l'UNSA) un « prix Maitron » sera décerné chaque année, au meilleur mémoire en histoire sociale.

Suite à un long travail de collaboration avec la Fédération CGT du livre, Madeleine Rebérioux publiera en 1981 un ouvrage qui lui est consacré.<sup>16</sup> A cette occasion, La Fédération française des travailleurs du livre s'engagera à financer le travail d'archivistes qui auront en charge de classer les archives fédérales selon les règles édictées par les Archives de France. En 1983, Michel Dreyfus publiera un ouvrage sur *Les sources des centres de documentation*

---

<sup>12</sup> *Bulletin du CRHMSS*, n° 3, 1978-79, p.5.

<sup>13</sup> Jean-Louis Robert, Jacques Girault, Michel Launay, Jean-Pierre Barthonnat, Annie Lacroix, Alain Bergougnieux, entre autres.

<sup>14</sup> N° 2, 1977-1978, p. 147-229.

<sup>15</sup> *Clefs pour un syndicalisme cadre*, Paris, Editions ouvrières, 1984.

<sup>16</sup> *Les ouvriers du livre et leur Fédération : une centenaire 1881-1981*, Paris, Temps Actuels, 1981.

*en histoire ouvrière et sociale*<sup>17</sup>, fruit d'un long travail de recensement rendu possible par la création d'un groupement de recherche que le Centre a enfin obtenu du CNRS<sup>18</sup>.

Tout au long de ces années, le travail effectué par le Centre en faveur de la collecte, la conservation et l'exploitation des archives ouvrières a été considérable. Une dynamique associant chercheurs, étudiants, archivistes et militants qui a tout naturellement abouti, à une époque plus récente, à la création du CODHOS le Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale<sup>19</sup>, dont le CRHMSS, devenu entre temps Centre d'histoire sociale, est membre fondateur.

Pourtant les années 1970 et 1980 qui auraient dû consolider en les institutionnalisant les activités documentaires et archivistiques du Centre ne furent pas faciles. De sérieuses difficultés matérielles faisaient obstacle à la bonne gestion de la bibliothèque et compromettait la poursuite des projets. Durant cette période, le manque de moyens financiers, de personnel spécialisé et l'exiguïté des locaux sont déplorés ainsi que leurs conséquences : impossibilité de classer les fonds, d'en recevoir de nouveaux, de poursuivre les acquisitions d'ouvrages et de périodiques, etc. Les appels à l'aide des membres du Centre dirigés vers l'Université, le CNRS et les Archives de France, connaissaient une fortune mitigée.

Certes, l'Université avait relogé le Centre dans de nouveaux locaux, mais sans prendre en compte l'activité documentaire et archivistique qui s'y déroulait. La salle de lecture n'était qu'un grand bureau avec quelques étagères et aucune réserve n'était prévue pour les collections de la bibliothèque qui avaient finalement trouvé place dans le parking de la rue Malher, aménagé tant bien que mal à cet effet. L'Université restait également sourde à la demande d'un bibliothécaire et d'un archiviste qualifiés. Quant au CNRS, les demandes de financements des projets documentaires et archivistiques tardaient à être satisfaites.

Cependant, malgré d'évidentes difficultés, la détermination des membres du Centre restait la même. Aidés par leurs étudiants, ils déployaient beaucoup d'énergie pour faire en sorte que les collections de la bibliothèque soient classées, données en consultation et exploitées par les chercheurs. Et, en effet, une fois arrivés au Centre, les fonds d'archives étaient systématiquement décrits par les chercheurs spécialistes du domaine, mis à la disposition du public et proposés comme sources aux étudiants à la recherche d'un sujet de maîtrise ou de thèse. Les travaux d'étudiants qui se sont appuyés sur ces archives se comptent par dizaines et constituent aujourd'hui un des fonds les plus importants de la bibliothèque.

Néanmoins, il est indéniable que ces pratiques tenaient parfois du bricolage en faisant souvent fi des règles archivistiques. C'est surtout au sein des Archives de France qui pourtant avaient été associées au CHS en 1978 que certaines réticences s'étaient manifestées concernant l'ambition du CHS de collecter et de gérer des fonds d'archives.

---

<sup>17</sup> Paris, Editions ouvrières, 1983.

<sup>18</sup> Le GRECO « Travail et travailleurs en France XIXe et XXe siècles » était organisé selon quelques grands pôles de recherche : automobile, textile, mines, enseignement, sidérurgie, transports, etc. Ce groupement a travaillé de 1981 à 1991, sous la direction d'Antoine Prost et Madeleine Rebérioux.

<sup>19</sup> Né en 2001, ce collectif s'est fixé comme objectif d'après ces statuts de « faciliter l'information et les échanges entre ses membres, de réaliser des instruments documentaires et des outils informatiques concernant le mouvement ouvrier et social à partir des fonds de chaque organisme adhérent à l'association ». Le CODHOS regroupe aujourd'hui trente-six institutions publiques et privées.

Ces réticences qui, comme on le voit, n'étaient pas toutes injustifiées s'expliquaient également par un contexte général qui évoluait rapidement. A la fin des années 1970, les Archives nationales commençaient à s'intéresser aux archives ouvrières et en recueillaient dans les dépôts départementaux. En 1977, un article pionnier de Jean Cavignac avait paru dans *La gazette des archives*, sous le titre « Des archives à sauver, les archives contemporaines du mouvement ouvrier »<sup>20</sup>. L'auteur attirait l'attention de ses collègues sur l'importance de ces documents. En 1980, dans la revue du Conseil international des archives, un article de Michel Duchein avait paru sur les archives des syndicats et du mouvement ouvrier en France<sup>21</sup> et, en 1983, une enquête avait été lancée par la Direction des archives de France sur les archives du monde du travail qui précédait d'un an le lancement du Centre interrégional des archives du monde du travail à Roubaix. Désormais désireux d'accueillir ce type d'archives, les archivistes « institutionnels » n'hésitaient plus à proposer les Archives nationales ou départementales comme lieux uniques de collecte.

Ainsi, dans une réunion du CA du CRHMSS de 1978, la représentante de la Direction générale des archives de France qui y siégeait pour la première fois exprime ses réserves et s'interroge sur l'opportunité de la conservation d'archives par des organismes qui ne sont pas équipés pour les recevoir alors qu'il existe des établissements spécialisés tels que les Archives nationales ou départementales. Elle dit craindre le risque de dispersion. C'est l'historien Maurice Agulhon qui se charge de la réponse au nom du Centre et qui fait remarquer que « bien souvent les organisations syndicales répugnent à verser leurs fonds à l'État et préfèrent les confier à des centres dont les membres sont connus d'eux et amicalement considérés »<sup>22</sup>.

Des réserves similaires avaient été exprimées par d'autres représentants des archivistes. En réponse, nous pouvons lire sous la plume de Jacques Girault, dans le *Bulletin* du CRHMSS de 1978-79, une défense passionnée des activités documentaires du Centre qui vaut la peine d'être citée en entier : « Tout d'abord nous voudrions évoquer une question générale. Notre centre a statutairement vocation de travailler à la recherche, à la conservation et à l'exploitation des archives et des publications des syndicats ouvriers et patronaux ainsi que des documents de toute nature intéressant leur histoire. Dans le bulletin de l'AAF, association dont nous faisons partie, à plusieurs reprises, les objectifs de notre centre ont été critiqués. En mars, 1978, un directeur des Archives départementales écrivait notamment que "le centre se substitue par ce rassemblement d'archives (incompétent d'après les esquisses de schémas de classement indiqués) aux Archives nationales avec tous les inconvénients que cela représente". Il n'y a pas de substitution de notre Centre qui fonctionne depuis 1966, à la mission des Archives nationales. La question de la conservation des archives du mouvement ouvrier est très complexe. Le Centre d'histoire du syndicalisme a contribué à sauver des archives qui ne seraient jamais allées dans les dépôts publics puisque telle était la volonté des militants. Nous avons associé depuis 1978 les Archives de France au conseil d'administration de notre Centre devenu CRHMSS. Madame Brot, représentant le Directeur des Archives de France à la dernière séance du CA évoquait aussi cette question. Cette question est revenue à nouveau dans le *Bulletin de liaison des archivistes* en janvier et février 1979. Nous ne pouvons l'écarter, car elle nous concerne. Devons-nous renoncer, soit par asphyxie financière, soit par hostilité déclarée, à l'une de nos vocations à laquelle Jean Maitron a consacré une partie de nos activités ? Il ne semble pas que ce renoncement soit envisageable. Des difficultés sérieuses se présentent pourtant. Il serait bon que nous puissions avoir les moyens

---

<sup>20</sup> n° 98, 3<sup>e</sup> trimestre 1977, p. 155-158.

<sup>21</sup> *Archivum*, *Revue internationale des Archives*, numéro consacré à « Labour and Trade Union Archives », vol. 27, 1980, 190 p.

<sup>22</sup> *Bulletin du CRHMSS*, n° 2, 1977-78, p. 5-7

pour remplir effectivement cette mission et tout particulièrement pour faire connaître rapidement par répertoire détaillé l'état de nos collections. En raison notamment de la situation du mouvement ouvrier français, il est impensable de songer à une centralisation des archives en un seul organisme, fut-il un service public. C'est bien la multiplicité des initiatives qui répond à cette situation. Il s'agit pour nous, non pas de concurrencer les autres centres ou les Archives nationales, mais de compléter ces actions et d'éventuellement aider ceux qui s'adresseront à nous».<sup>23</sup>

En 1980, la CFDT reprendra les mêmes arguments en rendant hommage à l'activité du Centre et à l'aide reçue pour la conservation des archives de la confédération et en précisant que bon nombre des organisations de la CFDT refuseraient d'en confier la tâche à d'autres institutions, y compris aux Archives de France. Le représentant de la CGT lui faisait écho en refusant à son tour toute centralisation de ces documents persuadé de « la nécessité d'avoir dans le mouvement ouvrier plusieurs lieux de conservation de la documentation et des archives »<sup>24</sup>. Cependant, encore en 1983, face aux croissantes difficultés du Centre, les Archives nationales proposent un dépôt à Fontainebleau, le directeur décline l'offre en évoquant l'engagement pris par le Centre auprès des syndicalistes, mais également l'originalité du centre d'associer fonds documentaires, lieux de recherche et d'enseignement<sup>25</sup>.

Aujourd'hui, si des réserves demeurent ici ou là, la situation a beaucoup évolué. L'essor des nouvelles technologies ont rendu moins pertinentes les craintes de dispersion. Les Archives nationales ont parrainé le CODHOS dont la majorité des membres conservent des archives militantes. Depuis quelques années déjà, plusieurs des institutions de ce collectif se sont dotées de personnels spécialisés et leurs pratiques, tout à fait conformes aux normes et aux règles de la profession, ne sont plus critiquées. D'une manière générale, le rôle positif joué par ces institutions dont le Centre d'histoire sociale dans la préservation des archives militantes n'est plus contesté. La méfiance a laissé la place à la collaboration et à l'entre-aide.

Le Centre continue sa démarche originale dans la mesure de ses moyens. Des militants et des organisations ouvrières lui proposent toujours leurs archives et, quand cela se justifie, il n'est pas rare qu'après négociations avec les déposants, certains de ces fonds rejoignent finalement des archives départementales. Même si elles n'ont pas tout à fait disparues, les réticences des militants vis-à-vis des lieux institutionnels de dépôt sont aujourd'hui moins difficiles à dépasser. Sans esprit d'exclusivité, le Centre continue, comme il l'a toujours fait, à jouer le rôle d'intermédiaire dans l'intérêt des déposants et du public. Grâce aux réseaux nationaux et internationaux qu'il a mis en place ou auxquels il est associé, le CHS participe aujourd'hui à la réalisation de bases de données, de répertoires numériques et de portails, il publie des guides de sources, il organise des journées d'études autour de fonds d'archives nouveaux ou anciens afin d'informer et de solliciter les chercheurs. Dernièrement, il s'est également intéressé à l'archivage des sources électroniques et il a participé, en collaboration avec la BNF, à un groupe de travail sur l'archivage du web militant. Bien au delà de la valorisation de ses propres collections, les démarches du Centre visent en définitive à réaliser une cartographie des sources de l'histoire ouvrière en France. Enfin, depuis cette année, le CHS a entrepris de signaler ses propres fonds d'archives dans un outil national, la base Calames (Catalogue en ligne des archives et des manuscrits de l'enseignement supérieur).

On le voit, beaucoup de travail a été effectué, mais beaucoup reste à faire. N'en doutons pas, dans un climat apaisé où chaque acteur a légitimement trouvé sa place et avec des

---

<sup>23</sup> *Bulletin du CRHMSS*, n° 2, 1978-79, p. 22-24.

<sup>24</sup> *Ibidem*, n° 3, 1978-79, p. 22-24.

<sup>25</sup> *Ibid.*, n°7, 1982-83, p. 4.



technologies toujours plus performantes, le Centre d'histoire sociale continuera d'apporter sa pierre en faveur de la conservation et de la valorisation du patrimoine ouvrier en poursuivant ainsi l'œuvre de Jean Maitron.